

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**OBJET DU MARCHE :**

**ETUDE DE L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE DES USAGES  
AUDIOVISUELS EN FRANCE ET RÉALISATION DE LA REVUE  
CRITIQUE – 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> édition**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**AUTORITE DE REGULATION DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET NUMERIQUE (ARCOM)  
2/10 RUE DE BRAHMS 75012 PARIS  
REPRÉSENTÉE PAR SON DIRECTEUR GÉNÉRAL**

## ARTICLE PREMIER – PRESENTATION GENERALE DU MARCHE PUBLIC

---

### 1.1 Objet du marché public

Le marché a pour objet la réalisation d'une étude portant sur l'empreinte environnementale de la diffusion et de la distribution de contenus audiovisuels en France.

Le détail des prestations à fournir figure dans le Cahier des clauses techniques particulières.

### 1.2 Décomposition

#### 1.2.1. *Allotissement*

Le marché est décomposé comme suit :

N°	Intitulés des lots
1	<b><i>Etude de l'empreinte environnementale des usages audiovisuels en France</i></b>
	<b>CPV : 79311000-7</b> Services d'études
2	<b><i>Revue critique d'une évaluation de l'impact environnemental des usages audiovisuels en France</i></b>
	<b>CPV : 74211200-5</b> Services d'audit

#### 1.2.2. *Tranches optionnelles*

*Sans objet.*

#### 1.2.3. *Variantes – Prestations supplémentaires éventuelles*

*Sans objet.*

### 1.3 Procédure applicable

L'accord-cadre est passé par la voie d'un appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2124-5, R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Par ailleurs, le marché fait l'objet d'un groupement de commandes entre l'Arcom, l'Arcep et l'ADEME conformément à l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique. L'Arcom est le coordonnateur du groupement de commandes.

### 1.4 Formes des marchés publics

Pour le lot 1 :

Il s'agit d'un accord-cadre composite.

Il comprend une part relevant d'un marché ordinaire et des prestations réalisées sur la base d'un forfait et une autre part prenant la forme d'un accord-cadre exécuté exclusivement au moyen de bons de commande.

La part à bons de commande est passée conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 170 000 € HT sur toute la durée du marché.

Pour le lot 2 :

Il s'agit d'un marché ordinaire dont les prestations sont réglées à prix global et forfaitaire indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

### **1.5 Durée des marchés publics**

Les marchés prennent effet à compter de leur notification au titulaire pour une durée initiale de dix-huit (18) mois. Ils peuvent être reconduits tacitement une (1) fois dix-huit (18) mois, sans que leur durée totale n'excède trente-six (36) mois.

La reconduction des marchés est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. A l'issue de la première période d'exécution, l'acheteur peut décider de ne pas les reconduire. Il en informe le titulaire en respectant un préavis de deux (2) mois avant son échéance annuelle.

### **1.6 Marché de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, si les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique sont réunies.

### **1.7 Déclenchement des prestations**

Le début des prestations pour le lot 1 est déclenché par la réunion de lancement avec le titulaire.

Le début des prestations du lot 2 est déclenché par la réunion de lancement avec le titulaire.

### **1.8 Délais d'exécution**

Pour le lot 1, les délais d'exécution maximaux sont indiqués à l'article 6.B du Cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire peut proposer des délais plus avantageux pour l'Arcom que ceux indiqués dans le CCTP. Si tel est le cas, les délais indiqués dans la proposition technique du titulaire prédomineront sur les délais indiqués dans le CCTP.

Pour le lot 2, le calendrier des prestations sera organisé en fonction du calendrier prévu pour le lot 1 et ne pourra dépasser 9 mois afin d'assurer la bonne prise en compte des retours de la revue critique dans les livrables définitifs de l'étude.

Les délais d'exécution des prestations commandées via bons de commandes seront spécifiés sur le bon, au cas par cas.

## **1.9 Modification des marchés**

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-2 à 2194-10 du code de la commande publique, le marché public peut être modifié selon les cas prévus au cahier des charges, soit par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties. Les cas de réexamen sont notamment les suivants :

### **1. Le marché peut également être modifié conformément aux articles 23 à 25 du CCAG/PI.**

Par additif à l'article 23.1, lorsque des prestations supplémentaires ou modificatives sont proposées par le titulaire et/ou demandées par le pouvoir adjudicateur, le titulaire fournira un devis détaillant les coûts supplémentaires ou en diminution du forfait. Les prix peuvent être discutés entre les parties.

L'ordre de service mentionné à l'article 23.1 indiquera les prix provisoires retenus par le groupement pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Conformément à l'article 23.3, lorsque groupement et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans les conditions définies à l'article 23.

## **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES**

---

Pour chacun des lots, les marchés sont constitués par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

### **2.1 Pièces particulières**

- L'**Acte d'engagement** et ses annexes financières, la Décomposition du prix global et forfaitaire (lots 1 et 2) et le bordereau des prix unitaires (lot 1) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (C.C.A.P.) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (C.C.T.P.) ;
- Tous les éléments de l'**Offre technique** du Titulaire.

### **2.2 Pièces générales**

- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles** (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes, et contraire aux clauses des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

## **2.3 Disposition particulière**

Par dérogation à l'article 4.2.1. du CCAG/PI, la notification du marché comprend une copie, délivrée par l'Arcom au titulaire, de l'acte d'engagement. Les autres pièces contractuelles sont également transmises lors de la notification uniquement dans l'hypothèse où elles ont fait l'objet de modification entre la date limite de remise des offres et la signature du marché par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 3 – OBLIGATION DES PARTIES**

---

### **3.1 Obligations du titulaire**

#### ***3.1.1 Obligation de résultat et de conseil***

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour ce qui concerne les délais et la qualité des livrables remis au titre de la réalisation des prestations.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil pour toutes questions portant sur les prestations.

#### ***3.1.2 Obligation de confidentialité, discrétion***

L'article 5.1 du CCAG-PI est pleinement applicable.

Le titulaire s'engage ainsi à ne diffuser aucune information sur le contenu des documents que le groupement lui remet et à signer à cet effet un accord de non divulgation, avec le commanditaire comme stipulé dans la partie 3.c du CCTP lot 1. Il s'engage à ne pas reproduire, diffuser ou citer ces documents.

Le titulaire s'engage à faire respecter l'obligation de confidentialité par ses employés et préposés et tout intervenant pour son compte. De ce fait, les documents remis par le groupement aux personnels du titulaire, notamment concernant les procédures ou les informations nominatives, ne peuvent en aucun cas être photocopiés ou diffusés.

#### ***3.1.3 Obligations relatives au personnel d'intervention du titulaire***

Le titulaire s'engage à faire intervenir un personnel qualifié pour la réalisation des prestations. Seules les personnes dûment mandatées et habilitées par le titulaire sont autorisées à assurer les prestations objet du marché.

En sa qualité d'employeur, le titulaire rémunère, assure et forme sous sa propre et unique responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations. Le titulaire assure en permanence, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés et choisit lui-même les collaborateurs qui doivent être dédiés à l'exécution des missions confiées.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. En particulier, il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations dont il a la charge. En cas de manquement grave, dûment constaté, des personnels du titulaire, l'Arcom pourra en demander le remplacement.

### **3.2 Obligations de l'Arcom**

L'Arcom met à la disposition du titulaire les informations utiles à la réalisation des prestations.

## **ARTICLE 4 - CONDUITE DES PRESTATIONS - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **4.1 Conduite des prestations**

#### ***4.1.1 Personnes responsables pour l'Arcom***

La DEEP (*Direction des études, de l'économie et de la prospective*) est responsable du suivi du marché.

La liste des personnes habilitées à assurer le suivi du marché pour la direction précitée est communiquée au titulaire dès notification du marché.

#### ***4.1.2 Personnes responsables pour le titulaire***

Le titulaire s'engage à désigner dans son offre, ou au plus tard 7 jours après la date de notification du marché, un interlocuteur privilégié chargé du suivi du marché et habilité à le représenter pour toute question relative à l'exécution du marché. Le personnel du titulaire devra posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Si les personnels ne possèdent pas les qualifications requises, l'Arcom pourra demander de plein droit leur remplacement immédiat par le titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Le titulaire disposera d'un délai de deux (2) semaines à compter de la date de réception de la demande pour procéder au remplacement des personnels. En cas de non-respect du délai, le marché sera résilié de plein droit conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI.

### **4.2 Constatation de l'exécution des prestations**

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions du chapitre 5 du CCAG-PI.

A l'issue des opérations de vérification, l'Arcom prononce une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction, ou de rejet, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS DE COMMANDE**

---

Conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, les prestations traitées sur la base du B.P.U (pour le lot 1) feront l'objet de l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

### **5.1 Conditions générales**

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-PI, l'exécution des prestations débute à la date d'envoi du bon de commande au titulaire, par tout moyen faisant foi. Le bon de commande peut être envoyé par courriel.

Le titulaire n'acceptera d'ordre que contre remise d'un bon de commande établi par l'Arcom et signé d'une personne habilitée.

Tout autre moyen pour passer commande n'engage pas la responsabilité de l'Arcom. En cas de contestation, seul le bon de commande fait foi.

## **5.2 Contenu des bons de commande**

Au fur et à mesure de ses besoins, l'Arcom émettra des bons de commandes établis :

- sur la base des prix unitaires figurant au B.P.U pour les prestations prévues dans le marché ;
- sur la base d'un devis pour les prestations non prévues au C.C.T.P. Ces commandes hors B.P.U sont limitées à 10% du montant du marché.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- Le numéro du présent marché (communiqué à la notification du marché) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- L'identification des parties ;
- La désignation des prestations à exécuter ;
- Les quantités commandées ;
- Le coût unitaire,
- Le délai d'exécution et le lieu de livraison (adresse, service, étage...);
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La signature d'une personne habilitée.

Les personnes habilitées à signer les bons de commandes sont :

- Le(a) Directeur(trice) administratif(ve) et financier(ère) ;
- L'adjoint à le(a) Directeur(trice) administratif(ve) et financier(ère) ;
- Le(a) Chef du Département des affaires budgétaires et financières ;
- L'adjoint(e) à le (la) Chef du Département des affaires budgétaires et financières.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de cinq jour (5) ouvrés à compter de la date d'envoi du bon de commande pour formuler des observations sur le délai de livraison et/ou d'exécution. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les dispositions du bon de commande sans réserve.

## **5.3 Durée de validité des bons de commande**

Les bons de commande ne pourront être émis que pendant la durée de validité du marché.

En tout état de cause, la durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder six (6) mois à compter du dernier jour de validité du présent marché.

## **ARTICLE 6 – PENALITES**

---

L'Arcom se réserve le droit d'appliquer sur les factures des pénalités sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Les pénalités sont cumulables et appliquées selon les modalités précisées ci-après :

## **6.1 Pénalités de retard**

Toute difficulté concernant les délais d'exécution doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, si les prestations n'étaient pas exécutées dans les délais contractuels, le titulaire encourt, sans mise en demeure, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 400$$

Dans laquelle :

- P = Montant de la pénalité ;
- V = Valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;
- R = Nombre de jours de retard.

## **6.2 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **6.3 Pénalités pour non-respect des obligations issues de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de manquement aux obligations issues de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, telles que décrites à l'article 21 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de **100€ par manquement constaté**.

# **ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES**

---

## **7.1 Répartition des paiements**

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants et cotraitants éventuels.

## **7.2 Forme des prix**

Le marché est traité à prix unitaires et forfaitaires pour le lot 1 et uniquement à prix forfaitaire pour le lot 2.

- **Prestations rémunérées au forfait**

Le prix global et forfaitaire défini à l'Annexe 1 à l'Acte d'engagement rémunère le titulaire pour les prestations définies au C.C.T.P.



- **Prestations rémunérées sur bons de commande**

Les prestations autres que celles relevant du prix global et forfaitaire seront rémunérées sur la base du B.P.U – Annexe 2 à l'Acte d'engagement.

### **7.3 Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de conditionnement et de transport jusqu'au lieu de la réalisation de la prestation, les frais de déplacement et de repas des intervenants du titulaire, les frais afférents à l'assurance, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution de la prestation.

De même, l'acquisition des bases de données, l'élaboration des livrables, les études de sensibilité, l'organisation des réunions, les déplacements, les frais de fonctionnement et tous les autres frais annexes sont inclus dans les prix indiqués.

### **7.4 Variation des prix**

Les prix du marché sont fermes et définitifs.

### **7.5 Application de la Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)**

Il est fait application des taux de T.V.A. en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

## **ARTICLE 8 – AVANCE**

---

Pour la première période d'exécution, une avance de 30 % du montant total de la prestation maximum pour une édition peut être versée au titulaire suite à la réunion de lancement des prestations, dans les cas cumulatifs suivants :

- le titulaire a coché la case correspondante dans l'Acte d'engagement,
- les conditions prévues aux articles L. 2191-1 à L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique sont remplies.

## **ARTICLE 9 – PAIEMENT – FACTURATION**

---

### **9.1 Modalités de règlement**

#### **Pour le lot 1 :**

- **Part à bons de commandes**

Les factures seront émises à terme échu en une seule fois après exécution et admission des prestations selon les modalités arrêtées dans le présent CCAP pour ce qui concerne la part à bons de commande.

- **Part forfaitaire**

Pour les prestations forfaitaires, les factures seront émises à terme échu, sous forme d'acomptes, et conformément aux montants indiqués dans la DPGF :

- 30% après remise de l'état des lieux (**section 4.1 du CCTP lot 1**)
- 40 % après livraison des livrables de l'axe 3 (**section 4.3 du CCTP lot 1**)
- 30 % après livraison de la partie forfaitaire de l'axe 4 (**section 4.4 du CCTP lot 1**)

**Pour le lot 2 :**

- **Part forfaitaire**

Pour les prestations forfaitaires, les factures seront émises à terme échu, sous forme d'acomptes, et conformément aux montants indiqués dans la DPGF :

- 30 % revue critique de l'axe 2 (**section 8 du CCTP lot 2**)
- 40% revue critique de l'axe 3 (**section 8 du CCTP lot 2**)
- 30% revue critique finale (**section 8 du CCTP lot 2**)

\*\*\*

Le mandatement de chaque facture interviendra après réception et vérification du service fait. La facture est établie en euros et en un original.

Chaque facture porte **impérativement**, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Numéro du marché ;
- Numéro du bon de commande ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire ;
- Détail des prestations exécutées ;
- Taux de TVA ;
- Montant HT et TTC de la facture.

Le titulaire devra déposer ses factures sur le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>

Pour la plateforme Chorus portail Pro de l'Arcom, seules les rubriques suivantes sont à renseigner obligatoirement (les autres sont non bloquantes) :

- Le n° de SIRET : 110 000 296 00274
- Le n° d'engagement juridique (EJ) : vous devez contacter au préalable le pôle commande publique à l'adresse générique suivante [marchepublic@arcom.fr](mailto:marchepublic@arcom.fr)

## **9.2 Délais de paiement et intérêts moratoires**

Les prestations objet du marché seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Arcom dispose d'un délai de 30 jours maximum (conformément à

l'article R2192-10 du Code de la commande publique) à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

**Intérêts moratoires :**

Lorsqu'il est imputable à l'Arcom le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent au présent contrat.

Les résultats font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'acheteur et bénéficieront, de plein droit, à l'Arcom, l'Arcep et l'ADEME.

Le prix de la cession de droits est compris de façon forfaitaire et définitive dans le cadre du prix payé, selon le cas, soit au titre des prestations rémunérées dans le cadre du prix global et forfaitaire, soit dans le cadre des prestations rémunérées dans le cadre des bons de commandes émis dans le cadre du marché.

A ce titre, le titulaire cède notamment, sur l'ensemble de ses réalisations au titre du présent marché y compris sur les livrables intermédiaires, et sur tous produits issus du travail de ses salariés ou employés, les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation.

Par dérogation à l'article 35.3.2 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à observer une stricte confidentialité sur le contenu de ses prestations. Toute diffusion, divulgation exploitation des résultats est interdite sans l'accord préalable des membres du groupement.

A la demande des membres du groupement, tout ou partie des résultats peuvent être cédés à ou mis en œuvre par un ou des tiers désignés par elle.

Il est ainsi clairement entendu que les membres du groupement peuvent mettre en œuvre tout ou partie des exploitations et usages couverts par les droits cédés en vertu du présent marché soit directement, soit par le biais d'un partenaire ou de tout tiers autorisé par elle.

## **ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE - COTRAITANCE**

---

### **11.1 Sous-traitance**

Conformément aux dispositions fixées aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations du marché à condition d'avoir obtenu de l'Arcom l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de ses/leurs conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté, le cas échéant, le titulaire transmet à l'Arcom une déclaration de sous-traitance (DC4) ainsi qu'un document permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant concerné, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et le devis du sous-traitant.

## **11.2 Cotraitance**

Les entreprises peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG/PI. Ce mandataire est le seul habilité à présenter à l'Arcom les demandes de paiement, à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

## **ARTICLE 12 – ASSURANCE**

---

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'oblige à avoir une police d'assurances aux fins de couvrir tous dommages corporels, matériels ou immatériels engageant sa responsabilité civile, celle de ses préposés, les tiers, les victimes d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations. À tout moment, durant l'exécution des obligations, l'Arcom peut demander au titulaire de lui produire les attestations d'assurances précitées.

## **ARTICLE 13 – DISPOSITIF DE VIGILANCE**

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail (attestation de fourniture de déclarations sociales, attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, extrait Kbis, liste des salariés étrangers etc.).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'Arcom, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 16 ci-après.

## **ARTICLE 14 – CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE**

---

### **14.1 Accès aux locaux**

Le titulaire et ses préposés auront accès aux locaux de l'Arcom, suivant les conditions fixées par le règlement intérieur de l'établissement. Les entrées et les sorties du personnel et du matériel seront contrôlées. Les circulations ou issues ne devront pas être encombrées par les produits ou matériels du titulaire.

### **14.2 Mesures d'ordre social**

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L5212-1 à 4 du code du travail relatives aux travailleurs

handicapés.

### **14.3 Protection de la main-d'œuvre**

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

Le titulaire déclare que la prestation objet du marché sera réalisée avec des salariés et/ou préposés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 et R. 3243-1 du code du travail.

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. En outre, il est également tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 15 – RESILIATION**

---

Conformément aux articles L. 2141-12 et L. 2195-4 du Code de la commande publique, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire fautif lorsque ce dernier est placé en cours d'exécution du marché dans l'une des interdictions de soumissionner situations décrites aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la commande publique, ou lorsque le titulaire fautif refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire fautif puisse prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations du chapitre 7 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le titulaire fautif du marché ne pourra prétendre à indemnité.

Outre les cas prévus à l'article 38 du CCAG/PI, le marché peut être résilié après accord entre les parties. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire fautif à aucune indemnité.

Outre les cas prévus par les articles 36 à 40 du CCAG/PI, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire fautif, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- en cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent marché,
- en cas de manquement au devoir d'information et/ou de conseil,
- en cas de fautes répétées,
- si le montant des pénalités atteint vingt pour cent du montant total du marché.

Dans ce cas, un préavis d'au moins un (1) mois peut être imposé au titulaire.

## **ARTICLE 16 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

---

Il est fait application des dispositions de l'article 27 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 17 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES**

---

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L. 2191-8, R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

## **ARTICLE 18 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

---

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure doit être notifié immédiatement à l'Arcom par le titulaire du marché.

Également, le titulaire est tenu de signaler, sans délai et par écrit, à l'Arcom tout changement qui aurait une incidence sur le statut de la société tel que des modifications des personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, relatives à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, etc., y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

Le titulaire est informé que l'Arcom ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement résultant d'anomalies entre les indications portées sur l'Acte d'engagement et les modifications intervenues au sein de la société du titulaire ou concernant le statut de sa société et dont l'Arcom n'aurait pas eu connaissance.

En tout état de cause, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise doivent être signalées à l'Arcom. Le cas échéant, le titulaire adresse à l'Arcom un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

## **ARTICLE 19 – LITIGES**

---

Le présent contrat est régi par le droit français. Tout litige éventuel issu de l'application du présent contrat est soumis au Tribunal administratif de Paris.

## **ARTICLE 20 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFIEE**

---

L'article 5.2 du CCAG-PI s'applique au présent contrat.

Le titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements de données à caractère personnel réalisés pour le compte du pouvoir adjudicateur répondent aux exigences de la réglementation en vigueur.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur précisent par voie contractuelle, dans les meilleurs délais et au plus tard deux mois à compter de la signature du présent contrat, l'objet et les conditions de mise en œuvre des traitements de données susvisés.

En cas de non-respect des clauses contractuelles visées à l'alinéa précédent, le titulaire s'expose, en fonction de la gravité du manquement, à la résiliation du présent contrat.

## ARTICLE 21 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE ET DIVERSITE

Le cas échéant et conformément à loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire du marché s'engage, à assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction et toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution des prestations objet du contrat s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le cas échéant, le titulaire doit communiquer à l'Arcom le contrat de sous-traitance de toute personne qui participe à l'exécution des prestations objet du présent marché. Le contrat sera joint à la déclaration spéciale de sous-traitance (DC4).

Le titulaire est tenu de fournir, en cours d'exécution du contrat et sur simple demande de l'Arcom, dans un délai de huit jours à compter de la demande, tout justificatif permettant de démontrer le respect de ces obligations. A défaut, de réponse dans le délai prévu, le titulaire s'expose aux pénalités de retard selon les modalités prévues à l'article 5 du présent CCAP.

De même, chaque manquement aux obligations issues de la loi, qui sera constaté, donnera lieu à l'application de pénalités. Le titulaire est tenu de faire cesser le manquement constaté sans délai. Si le manquement persiste, le titulaire encourt une pénalité pour chaque relance. Le montant des pénalités encourues sont précisées à l'article 5 du présent CCAP.

L'Arcom se réserve en outre la possibilité de résilier le marché dans les conditions de l'article 14 du présent CCAP, en cas de non-respect des obligations issues de la loi susvisée.

Le titulaire du marché dans le cadre de son exécution s'engage également, autant que faire se peut, à promouvoir la diversité et la lutte contre les discriminations sous quelques formes que ce soit.

## ARTICLE 22 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux articles suivants du CCAG-PI :

Clauses du C.C.A.P	Articles du C.C.A.P. concernés	Articles du CCAG-PI concernés
Notification	2.3	4.2.1
Conditions générales (bons de commande)	5.1	13.1.2
Contenu des bons de commande	5.2	3.7.2

Pénalités	6	14
Propriété intellectuelle	10	35.3.2
Cotraitance	11.2	12.1.2
Résiliation	15	40